



**Mission d'évaluation des politiques publiques de lutte contre l'exclusion :
l'accès aux droits sociaux**

COMPOSITION DE LA MISSION

Rapporteurs désignés par le CEC :

 <p>Gisèle Biémouret (Socialiste, républicain et citoyen) Membre de la commission des affaires sociales</p>	 <p>Jean-Louis Costes (Les Républicains) Membre de la commission des affaires sociales</p>
--	--

TRAVAUX POUR LA SEMAINE À VENIR

MARDI 8 MARS 2016

à 9 h 30 (Salle du CEC) :

- Audition de M. François Énaud, président du conseil d'administration de l'association Agence nouvelle des solidarités actives (ANSA), accompagné de Mme Sylvie Hanocq et de Mme Diane Dalvard, responsables de projet à l'ANSA.

à 10 h 15 (Salle du CEC) :

- Audition de M. Jean-Louis Sanchez, délégué général de l'Observatoire national de l'action sociale (ODAS).

II – TRAVAUX EFFECTUÉS

- Table ronde « En quoi les inégalités d'accès aux droits sociaux sont-elles un obstacle à la lutte contre la pauvreté ? », en présence de Mme Geneviève de Coster, représentante d'ATD Quart Monde à la CNCDH, accompagnée de M. Denys Rochette, responsable du pôle politique et des relations avec le Parlement ; M. Laurent Seux, directeur France-Europe de Secours catholique Caritas France ; M. Bernard Roussel et Mme Honorine Guillet, responsables du réseau Accès aux droits et à la justice des Restos du cœur, accompagnés de M. Louis Cantuel, responsable des relations institutionnelles ; Mme Jeanine Rochefort, déléguée régionale Ile-de-France de Médecins du monde ; M. Anthony Marque, secrétaire national du Secours populaire français, en charge de la solidarité en France, accompagné de M. Marc Castille, membre du Comité national, en charge des relations institutionnelles (27 janvier 2016).
- Table ronde « Les inégalités d'accès aux droits sociaux : quelle ampleur et quel rôle dans la progression de la pauvreté ? », en présence de M. Antoine Math, chercheur à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES) ; Mme Sandrine Dauphin, responsable du département de l'animation de la recherche et du réseau des chargés d'étude, direction des statistiques, des études et de la recherche, Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF), accompagnée de Mme Patricia Chantin, chargée des relations avec le Parlement ; M. Jérôme Vignon, président de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES) ; Mme Christine Jouhannaud, directrice du département Protection sociale, travail et emploi du Défenseur des droits, accompagnée de Mme Vanessa Leconte, cheffe du pôle Protection sociale et solidarité et de Mme France de Saint-Martin, attachée parlementaire (2 février 2016).

- Table ronde « Le non-recours aux droits sociaux : quels publics et quelles causes ? », en présence de M. Romain Roussel, sous-directeur adjoint « Synthèses, études économiques et évaluation » à la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), accompagnée de Mme Michèle Lelièvre, cheffe-adjointe du bureau « Lutte contre l'exclusion », M. Etienne Perron-Bailly, chargé d'études sur le non-recours au sein du bureau Redistribution et évaluation, et de Mme Céline Grislain-Letrémy, cheffe du bureau Redistribution et évaluation ; M. Jean-Michel Hourriez, responsable des études au secrétariat général du Conseil d'orientation des retraités (COR), accompagné de Mme Anne-Sophie Le Guiel, responsable de la communication ; Mme Florence Jusot, chercheur associé à l'Institut de recherche et documentation en économie de la santé (IRDES), et de Mme Claudine Paillard, vice-présidente de l'Association nationale des cadres communaux de l'action sociale (ANCCAS) (9 février 2016).
- Audition de M. Etienne Pinte, président du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE) (16 février 2016).
- Audition de M. Philippe Warin, fondateur de l'Observatoire des non-recours aux droits et services (ODENORE) (16 février 2016).
- Audition de M. Bertrand Fragonard, président de chambre honoraire à la Cour des comptes, responsable du groupe de travail « Accès aux droits et aux biens essentiels, minima sociaux » en amont de la conférence sociale de décembre 2012 (1^{er} mars 2016).